

La notion d'impôt

I - LES CARACTERES DE L'IMPOT

A- L'impôt un prélèvement sur la propriété

B- L'impôt un acte de puissance publique

C - L'impôt une exigence sans contrepartie

II- LA FINALITE DE L'IMPOT

A- La finalité initiale de l'impôt

B L'interventionnisme fiscal

BIBLIOGRAPHIE

Les textes soumis à notre analyse sont des opinions que donnent le professeur Gaston Jeze et pierre Beltrams relativement à la notion d'impôt. La notion d'impôt se définit comme un fait social, c'est-à-dire la contribution que chaque membre du groupe doit apporter afin que celui-ci existe en tant que tel objet de l'attention du législateur, la définition de l'impôt a été l'œuvre de réflexions doctrinales et demeure un sujet de réflexion. Ainsi donc il nous incombe de rechercher ce qu'il faut entendre par la notion d'impôt. La réponse à 7 questions apparaît dans les assertions de de gaston jeze et pierre beltrams. Hx pour mieux la cerner il convient d'analyser d'une part les caractères de l'impôt et d'autres parts les finalités de l'impôt comme il ressort de la structure de nos textes.

I – Les caractères de l'impôt

les caractères de l'impôt sont multiples. Cependant on peut les retenir à trois niveau selon les assertions de gaston jezert p.belthoms. l'impôt est un pelum sur la propriete, un acte de puissance pub qui s'opère sans contre partie.

A- L'impôt un prélèvement sur la propriété

« l'impôt est une prestation pécuniaire » telle est l'affirmation de Gaston jeze. Cette assertion est claire et précise en ce sens que l'impôt s'exécute par le versement d'une somme d'argent. C'est un prélèvement qui diminue le patrimoine du « particulier » et à un titre l'impôt est « définitif ». c'est une amputation du patrimoine du particulier au profit de la collectivité. L'impôt se paye aujourd'hui en argent d'où l'utilisation du mot « prestation pécuniaire » par opposition au passé où l'impôt s'effectuait en nature. Les biens du particulier sont donc l'objet du prélèvement fiscal et il s'agit exclusivement d'une participation pécuniaire en argent compte tenu du fait que la société devient de plus en plus dense et anonyme. Cette définition de l'impôt est soutenu par pierre beltrams qui la qualifie également de prestations pécuniaire » et de transfère patrimonial à juste titre .toute fois cette définition de gaston jeze présente des inconvénients relatives à la personne qui supporte l'impôt et à ces capacités de participation. Pierre beltrams est plus explicite et plus fonctionnel dans la définition qu'il donne de l'impôt. En effet ses définitions combler les limites de gaston jeze. A cet égard il fait allusion aux contribuables quand gaston jese parle de particuliers ». le contribuable étant plus précis car étant celui désigné par la loi comme assujetti à l'impôt. Ainsi une précision de la définition de beltrams tient-elle à la faculté contributive » du contribuable. Il s'agit ici au caractère limité du prélèvement en effet l'impôt constitue pour le redevable appauvrissement du fait de la diminution de son patrimoine. C'est pourquoi cette diminution doit être mesurée limité tant dans son montant que dans fréquence selon les contribuables. C'est ainsi que des situations spécifiques du contribuable (situation individuelle ou familiale) sont prises en compte à défaut de ces précautions le prélèvement fiscal devient confiscatoire.

B- L'impôt un acte de puissance publique

Selon jeze et beltrams l'impôt est requis par vois d'autorité. Le pouvoir d'imposer une compétence exclusive dans l'autorité souveraine dans l'état. Celui-ci ne peut souffrir de concurrence en la matière tant dans sa création que dans sa conception. L'établissement de l'impôt par la puissance publique se fait en plusieurs étapes. Elle détermine la matière imposable et la mesure avec précision on appelle opération relative à l'assiette de l'impôt. Celles qui rattachent à cette première procédure. Une fois Imposable ainsi l'administration calcule en fonction de la matière la somme que le contribuable doit

payer. C'est la liquidation de l'impôt qui pose essentiellement problème de son taux de son tarif. Il reste à faire passer la somme ainsi fixée par l'addition des poches du contribuable dans les coffres du trésor c'est le couvent.

C - L'impôt une exigence sans contrepartie

Les deux auteurs affirment conjointement que l'importune exigence sans contrepartie. Il s'agit d'un prélèvement imposé par état au moyen de son pouvoir de contrainte et d'un prélèvement volontaire. Le caractère sans contrepartie sans doute le contribuable bénéficiaire de la sécurité et d'autre avantage que lui procure l'existence de l'état mais il n'y a aucune proportion ni aucune corrélation directe entre ceux-ci et l'impôt. L'impôt ne distingue pas aucune contre-prestation directe de la part de l'état. D'un point de vue juridique l'impôt ne constitue pas un prix. Ainsi le contribuable ne peut pas contester la mauvaise utilisation de denier public. Il ne peut d'avantage exiger de l'impôt qu'il paie soit effectué à tel ou tel service public ou au financement de telle opération. De même le contribuable ne peut refuser de payer l'impôt au motif que celui-ci financerait les dépenses contraires à ces principes. A la différence donc de l'emprunt autre mode de financement des charges publiques l'impôt n'est pas remboursable par la collectivité publique bénéficiaire.

II- LA FINALITE DE L'IMPOT

L'impôt constitue l'une des ressources principales de l'état, par conséquent il est utilisé à des fins multiples. Etymologiquement. Sa fonction première était d'assurer les charges publiques mais cette finalité s'est considérablement métamorphosée compte tenu de la posture idéologique des régimes politiques actuels et le passage de l'état gendarme à l'état providence.

Il convient donc de s'appesantir sur la finalité initiale de l'impôt (A) qui au regard des réalités présentes acquies des objectifs nouveaux qui se sont greffés à la finalité initiale, amenant ainsi à admettre l'interventionnisme fiscal qui s'opère grâce à l'impôt (B).

A- La finalité initiale de l'impôt

Selon Gaston Jeze, autre classique « l'impôt est une prestation pécuniaire requise (...) en vue de la couverture des charges publiques ». Cela dit, la finalité initiale de l'impôt était

essentiellement financière et consistait à ce que la puissance publique se procure des recettes en vue de couvrir essentiellement les charges publiques. En d'autres termes les recettes perçues par les collectivités publiques (état collectivités territoriales décentralisées..) leurs permettent de se doter d'infrastructure...) et servent à prendre en charge les agents dont la mission est d'entretenir ses équipements et de les rendre accessibles aux usagers. Partant la finalité initiale de l'impôt consistait à couvrir les prérogatives régaliennes de l'état notamment les besoins touchant à l'administration (paiement des agents entretiens des services la mise en œuvre des prestations en faveur des usagers) l'armée et la sécurité intérieure afin d'assurer une meilleure protection des citoyens tant dans leurs biens que dans leurs personnes aux affaires étrangères c'est-à-dire les services publics de l'état à l'étranger (ambassade des consulats...) et enfin la justice qui rétablit les droits des justiciables. Ainsi cette finalité initiale de l'impôt a trouvé écho en doctrine, à juste titre mehl et beltrame disait que « les charges publiques que l'impôt doit couvrir sont celles qui découlent de l'exercice des fonctions indispensables à l'organisation de la vie en société et au maintien de l'ordre dans la société ».

Cependant une telle finalité de l'impôt est critiquable parce qu'elle exclut les besoins de ceux qui supportent l'impôt et entonne l'impôt dans une posture neutre à l'égard des activités de production de consommation et d'échanges des biens indispensables à la société. C'est pourquoi l'apport de pierre beltrame est innovante et indispensable parce que reconnaissant la finalité initiale de l'impôt tout en suggérant l'interventionnisme fiscal qui tient compte des aspirations des contribuables.

B- L'interventionnisme fiscal

Selon pierre beltrame « l'impôt est une prestation pécuniaire requise (...) en vue de la réalisation des objectifs fixés par la puissance publique ». cela pour dire que l'impôt est une opération par laquelle la puissance publique perçoit de l'argent des contribuables et cet argent sert à effectuer les buts de l'état c'est-à-dire les charges publiques mais aussi les objectifs économiques et sociaux.

Ainsi donc l'impôt est un instrument non seulement financier mais aussi un instrument d'intervention économique et sociale se traduisant par les créations d'emplois, des investissements dans les secteurs d'activités juteux, les transferts de revenus au profit des couches sociales les plus défavorisées afin de leur assurer le minimum nécessaire à la vie en société. C'est donc ainsi est né le concept d'interventionnisme fiscal qui s'instrumentalise

l'impôt pour garantir en plus des missions traditionnelles une meilleure protection sociale favorisant les allocations familiales l'assurance le chômage la couverture des dépenses de santé et des retraites ainsi que les circonstances exceptionnelles qui se produisent au sein de l'état (guerre catastrophe naturelles épidémies etc.) et une meilleure alimentation de l'économie aussi bien de l'état que des particuliers notamment par les formes d'interventionnisme par pression ou dépression l'interventionnisme par amputation l'interventionnisme par discrimination et l'interventionnisme par redistribution.

Partant une telle orientation de l'impôt est appréciable dans la mesure où aujourd'hui le passage de l'état gendarme à l'état providence fait obligation à l'état non seulement de se substituer en un prestataire de services mais aussi en un soutien indéniable aux citoyens, par conséquent les finances qui sont en sa disposition doivent en plus couvrir les prérogatives régaliennes de l'état, intervenir dans la vie économique et sociales de la nation. La doctrine n'est pas restée muette en ce sens qu'elle a accueillie et justifiée une telle finalité de l'impôt à juste titre le professeur Maurice Duverger disait « l'impôt est comme tous les autres moyens d'action financier de l'état, un procédé qui permet à celui-ci d'intervenir dans la vie économique et sociales des citoyens une technique susceptible d'orienter dans telle ou telle direction l'activité nationale ». Louis Troabas et Jean Marie Cotteret ne disait pas autre chose eux qui avec rigueur et rigueur ont affirmé que l'impôt est le procédé de répartition des budgétaires entre les individus d'après leurs facultés contributives »

En somme, la définition que donne Pierre Beltrame à l'impôt est innovatrice par ce qu'elle transcende celle de Gaston Jeze à deux niveaux. D'abord elle innove notamment au niveau de ceux qui supportent l'impôt avec Gaston Jeze c'était les particuliers mais avec Beltrame c'est en plus des particuliers les personnes morales qu'il qualifie de contribuables. Ensuite cette définition assigne une nouvelle mission à l'impôt qui traditionnellement servait à la couverture des charges publiques mais aujourd'hui pénètre les fonds et tréfonds de la vie économique et sociale de la nation.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Brou Kouadio, cours de droit fiscal
- 2- Louis Troabas et Jean Marie Cotteret, droit fiscal 7^{ème} édition, Dalloz, 1992
- 3- Maurice Duverger, Themis, Finance publique